

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

UNCLASSIFIED
EL/WG MAY 2009

UNARCHIVES
SERIES S-1060
BOX 16
FILE 3
ACC. 1998/0281



UNITED NATIONS NATIONS UNIES
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA
UNAMIR - MINUAR
CIVPOL HQ

PRESENTATION SUCCINCTE DES FORCES DE POLICE DU RWANDA

Introduction :

Depuis son accession à l'indépendance, le 1er Juillet 1962 le RWANDA a adapté aux réalités nationales des principes constitutionnels établis le 24 Novembre 1962. Ceux-ci prévoyaient entre autres la restauration et le renforcement de la paix et de l'unité Nationale, sérieusement menacées peu avant l'indépendance par les événements de la Révolution de 1959.

Selon les termes de sa Constitution, la République Rwandaise s'est résolument engagée à être fidèle aux principes démocratiques afin d'assurer la protection de la personne humaine et de promouvoir le respect des libertés fondamentales, conformément à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Des Institutions ont vu ainsi le jour, notamment le gouvernement responsable de l'ordre public, de la protection des personnes et de leurs biens s'est doté de Forces de Police chargées de veiller à l'application des textes de loi et règlements régissant la société.

Conformément à la tradition belge, il existe deux forces de l'ordre, la Gendarmerie Nationale et la Police Communale. Ces forces appartiennent à des départements ministériels distincts. La gendarmerie Nationale est placée sous l'autorité du ministère de la Défense Nationale, et la Police Communale sous la tutelle du Ministère de l'intérieur.

Il y a lieu de rappeler que c'est la Police Nationale qui a pris la dénomination de Gendarmerie Nationale en date du 26 Juin 1973, après avoir été intégrée dans l'Armée Rwandaise.

Une des conséquences de cette intégration a consisté dans l'adoption d'un statut civil pour une partie du personnel. Celle-ci s'est ainsi vue placée sous l'autorité directe du Bourgmestre, par délégation du Préfet. Ce personnel a alors pris l'appellation de Police Communale.

1. De la Gendarmerie Nationale

La Gendarmerie Nationale a été créée par le Décret-loi du 23 Janvier 1974, comme étant une force armée institutionnelle pour assurer le maintien de l'ordre et l'exécution des lois.

Sous l'autorité du Ministère de la Défense Nationale, cette force obéit à la discipline militaire et à la hiérarchie des Autorités Administratives et Judiciaires pouvant la mettre en action par le biais de réquisitions.

La Gendarmerie Nationale est compétente sur toute l'étendue du Territoire National. Ses attributions et son organisation se résument comme suit:

1.1. Attributions :

Les attributions de la Gendarmerie Nationale ont un caractère à la fois préventif et répressif. Elles se divisent en missions ordinaires et extraordinaires.

Les missions ordinaires sont celles que la Gendarmerie Nationale remplit en vertu de la loi, sans réquisition préalable de l'autorité compétente. Il s'agit notamment de prévenir les infractions, de rechercher les infractions et leurs auteurs, de faire respecter les lois et règlements, d'assurer la police de la circulation routière etc...

Les missions extraordinaires sont celles que la Gendarmerie Nationale ne peut remplir que sur réquisition de l'autorité compétente. Il s'agit entre autres d'assurer le maintien et le rétablissement de l'ordre public, de notifier et de mettre en exécution des mandats de justice, de prêter main forte à la justice et aux auxiliaires de justice.

1.2. Organisation :

1.2. A. Taille : Les effectifs de la Gendarmerie Nationale se composent d'officiers sous-officiers, caporaux et gendarmes, et fixés à six mille (6000) hommes. La proportion des différentes catégories par rapport à l'ensemble de la corporation est de 6% pour les officiers,

24% pour les sous-officiers et 70 % pour les caporaux et gendarmes. Le taux de recrutement prévu est de un (1) gendarme pour cent (100) habitants. Le mode de recrutement est réglementé par des textes fixant les conditions à remplir, parmi lesquelles on peut citer l'âge maximum et minimum, le niveau d'étude, l'aptitude physique etc...

1.2.B. Structure :

La Gendarmerie Nationale comprend :

B- 1. Un conseil de commandement : Il constitue l'organe de concertation et de prise de décisions en matière d'organisation et de coordination de l'action de la Gendarmerie Nationale.

Le conseil de commandement de la Gendarmerie Nationale (CCGN) est composé par :

- Le chef d'Etat Major de la Gendarmerie Nationale = Président
- Le chef d'Etat Major Adjoint de la Gendarmerie Nationale = Vice président
- Les commandants des groupements (11) : Membres

B- 2.- Un Etat Major : constituant l'organe de liaison entre la Gendarmerie Nationale et le pouvoir Exécutif, est chargé de l'Administration et du commandement journalier de la Gendarmerie Nationale.

B- 3. - Un comité de sécurité : crée dans le cadre de la gestion de la sécurité intérieure, constitue au sein de la Gendarmerie Nationale l'organe de concertation et de prise de décisions.

Il est présidé par le chef d'Etat Major, secondé de son Adjoint et comprend des membres tels que:

- Le chef du service de recherche criminelle
- Le chef du service de renseignement spécialisé
- Le commandant de groupement de la Préfecture de la ville de Kigali

B- 4. - Des Unités Territoriales : existant au niveau de chaque préfecture, sont appelées groupements. Chaque groupement est déployé en compagnies territoriales et celles-ci en postes de gendarmerie Nationale.

B- 5. - Des Unités spécialisées : composées de dix (10) services spécialisés allant du service de Recherche criminelle au service de la Police Militaire chargé de contrôler la discipline des gendarmes, en passant par le groupement d'intervention, le service de renseignement, la garde républicaine, la Brigade Mobile, l'unité de circulation Routière, la Police des Aéroports, la Brigade des sapeurs-Pompiers, la Brigade des stupéfiants et des explosifs.

B- 6. - Des Unités et Services d'appui : Composés essentiellement de la Compagnie Quartier Général, le groupe Services logistiques, l'unité de Musique et le service Médical.

1.3. Etat Actuel de la Gendarmerie Nationale

1.3. A. Personnel

L'effectif actuel de la Gendarmerie Nationale Rwandaise s'élève à environ 5000 hommes. Dans un souci de couverture sécuritaire à long terme, le Gouvernement ambitionne de porter cet effectif à 15 000, avec pour objectif d'atteindre le ratio d'environ 2 gendarmes pour 1000 habitants.

1.3.B. Infrastructures

Sont sur l'ensemble du territoire, vétustes, délabrées ou tout simplement détruites. Cette situation de crise généralisée freine le plus souvent la réouverture des services de Gendarmerie.

1.3.C. Equipements

Sont quasiment inexistantes et constituent un des handicaps majeurs dans le bon fonctionnement des unités.

1.3.D. Véhicules

Le pool véhicule est extrêmement réduit. En effet, il n'y a environ que 30 véhicules en bon état de fonctionnement pour l'ensemble des services de la Gendarmerie dont 10 pour l'Etat Major et une quinzaine pour les groupements à raison de 2 véhicules par groupement.

II. De la Police Communale

De sa création à nos jours la Police a connu plusieurs transformations avec des appellations multiples.

Le 26 Juin 1973, sous l'appellation Police Nationale, elle a été intégrée à l'Armée Rwandaise, comme étant une force armée institutionnelle sous la dénomination de Gendarmerie Nationale.

C'est à l'issue de cette intégration que la nécessité de la création d'une Police Communale s'est faite sentir pour combler le vide administratif engendré par le reversement de son personnel dans l'Armée Rwandaise.

La Police communale ainsi constituée est une force placée au niveau des communes sous l'autorité du Bourgemestre.

2.1. Attributions

A l'instar de la gendarmerie Nationale, les attributions de la Police communale sont d'ordre préventif et répressif. La prévention réside dans le fait d'empêcher la commission de l'infraction et la répression intervient après la commission de l'infraction.

Principalement la Police Communale est chargée sous l'autorité du Bourgmestre, de veiller en général, à l'exécution des lois, arrêtés et règlements et spécialement :

- De signaler immédiatement au Bourgmestre toute infraction dont elle a connaissance et prendre note des faits dont ses agents son témoins;*
- D'assurer la surveillance des marchés, des établissements publics et des voies publiques;*
- De contribuer au maintien ou au rétablissement de l'ordre public;*
- D'appréhender et de conduire devant le Bourgmestre toute personne coupable de scandale sur la voie publique;*
- D'appréhender et de conduire devant les Autorités compétentes les individus qui sont objet de poursuites judiciaires;*
- En cas de flagrant délit ou d'infraction réputée flagrante, d'appréhender et de conduire son auteur devant l'autorité compétente, conformément au code de procédure pénale;*
- De prêter main forte à l'exécution des sentences judiciaires, lorsque ces gens en sont régulièrement requis;*
- De remplir les missions administratives et de Police ordonnées par l'autorité supérieure, si elles ne sont pas contraires aux lois, arrêtés et règlements.*

2.2. Taille

L'effectif théorique de la Police Communale est estimé sur la base d'un agent pour mille (1000) habitants. Il peut cependant être majoré ou réduit avec l'autorisation expresse du Ministre de l'Intérieur.

Le recrutement se fait par voie de concours dont les conditions sont fixées par l'autorité ayant la Police Communale dans ses attributions. Les réservistes des Forces Armées Rwandaises ont priorité sur les autres candidats.

2.3. Structure :

La Police Communale comprend:

- *Un Brigadier*
- *Un Brigadier Adjoint*
- *Des Policiers*

Le Brigadier assure le commandement de la Police communale, sous l'autorité du Bourgemestre.

Le Brigadier Adjoint le seconde et le remplace en cas d'empêchement ou d'absence.

Les Policiers constituent le personnel d'exécution des tâches dévolues à la Police communale.

2.4. Etat actuel de la Police Communale

Après les événements tragiques qu'à connu le Rwanda, la Police Communale comme les autres services publics s'est retrouvée dans le dénuement le plus total tant au plan du personnel qu'à celui de l'infrastructure, des équipements et des véhicules. A part la nomination récente d'un Directeur National de la Police Communale placé auprès du Ministre de l'Intérieur, et d'un Directeur du Centre de Formation de la Police Communale, la Police Communale en tant que structure n'existe que de nom. Il va donc de soi que la remise en place d'une Police Communale rénovée nécessitera la mobilisation de ressources très importantes auxquelles la Communauté Internationale devra largement contribuer.

III. Relations entre les deux forces et les Départements Ministériels:

En dehors de leur Ministère de Tutelle, il existe une étroite relation de collaboration entre les Forces de Police (Gendarmerie Nationale et Police Communale) et d'autres Départements Ministériels dont elles ne relèvent pas directement.

En d'autres termes, la Gendarmerie Nationale et la Police Communale dans leur fonctionnement et dans l'exercice de leurs missions sont à la disposition du gouvernement tout en demeurant sous l'autorité de leur Département respectif de Tutelle.

S'agissant de la Gendarmerie Nationale placée sous l'autorité du Ministre de la Défense Nationale, elle collabore quotidiennement avec le Ministre de la Justice et celui de l'Intérieur dans le cadre de l'exécution de certaines missions que ces Départements ne peuvent et ne doivent exécuter sans la présence d'une force habilitée par la loi à cet effet.

Avec le Ministère de l'Intérieur, la Gendarmerie Nationale peut être amenée sur réquisition expresse, à intervenir dans le cadre du maintien et du rétablissement de l'ordre public.

Concernant le Ministère de la Justice, la Gendarmerie Nationale constitue un instrument privilégié de travail, surtout en matière d'actes de Police Judiciaire et notamment dans l'exécution et la notification des mandats de Justice. La Gendarmerie Nationale peut également intervenir pour prêter main forte aux officiers de Police Judiciaire relevant du Ministère Public.

En ce qui concerne la Police communale, avec le Ministère de la Justice, les mêmes missions dévolues à la Gendarmerie Nationale lui sont attribuées par la loi.

En dehors des missions du Ministère Public, la Police communale reste et demeure une force civile placée sous l'autorité de son Département de Tutelle.

II. Conclusion :

Cette présentation sommaire de la Gendarmerie Nationale et de la Police Communale est en plusieurs points, celle prévue par la législation du Rwanda et par l'Accord de paix d'Arusha.

En effet par rapport à la situation actuelle du pays, tel qu'il ressort de l'analyse faite ci-dessus, les attributions et les effectifs énumérés sont généralement théoriques. Le niveau d'instruction des agents est le plus souvent très bas et les services sont dans un état de délabrement prononcé.

C'est pour ces raisons que le nouveau gouvernement du Rwanda dès sa mise en place, a mis l'accent sur l'urgence consistant à reconstituer les Forces de Police afin de lutter contre l'insécurité grandissante de l'après-guerre.

La MINUAR sollicitée à cet effet par le Gouvernement rwandais a confié à CIVPOL, la mission d'assister le nouveau Gouvernement dans l'établissement et la formation d'une nouvelle Force de Police Nationale et intégrée, suivant la résolution N° 997 du 9-6-95 du Conseil de Sécurité.

Conséquence de la crise socio-économique que le pays a traversé et qui a considérablement réduit les moyens financiers de l'administration, les forces de police se trouvent totalement dépourvues de moyens nécessaires à leur bon fonctionnement. C'est pourquoi en raison de toutes ces données, il est apparu nécessaire d'élaborer deux documents (un pour la Gendarmerie et un pour la Police Communale) identifiant tous les besoins opérationnels des forces de police. De tels documents pourraient servir de cadre de référence pour toute action d'assistance de la communauté internationale.



UNITED NATIONS NATIONS UNIES
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA
UNAMIR - MINUAR
CIVPOL HQ

PRESENTATION SUCCINCTE DES FORCES DE POLICE DU RWANDA

Introduction :

le Rwanda Depuis son accession à l'indépendance, le 1er Juillet 1962 ~~la~~
République Rwandaise a adapté aux réalités nationales des principes constitutionnels établis
le 24 Novembre 1962. Ceux-ci prévoyaient entre autres la restauration et le renforcement
de la paix et de l'unité Nationale, sérieusement menacées peu avant l'indépendance par les
événements de la Révolution de 1959.

Selon les termes de sa Constitution, la République Rwandaise s'est
résolument engagée à être fidèle aux principes démocratiques ^{avec le souci constant} d'assurer
la protection de la personne humaine et de promouvoir le respect des libertés fondamentales,
conformément à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Ainsi, dès le lendemain de son accession à l'indépendance, la
République Rwandaise s'est déterminée à poursuivre et à réaliser des Institutions
Démocratiques avec la participation de toutes les forces vives de la Nation.

Avec l'avènement de la République, des Institutions ont vu le jour,
notamment la constitution d'un gouvernement avec des Départements spécialisés à l'échelon
supérieur. Ceux-ci peuvent mettre en action des services compétents pour la réalisation et
la concrétisation du contenu de la constitution, réglementant la séparation et la collaboration
des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire.

Ce gouvernement ~~étant~~ responsable de l'ordre public, de la protection
des personnes et de leurs biens s'est doté de Forces de Police chargées de veiller à
l'application des textes de loi et règlements régissant les différents domaines de l'Etat de
Droit. la société -

*conformément à la tradition Belge à savoir la
force de l'État par la gendarmerie nationale et la
Police Communale.*

Ces forces ~~que sont la Gendarmerie et la Police Communale~~
appartiennent à des départements ministériels distincts. La gendarmerie Nationale est placée
sous l'autorité du ministère de la Défense Nationale, et la Police Communale sous la tutelle
du Ministère de l'intérieur.

Il y a lieu de rappeler que c'est la Police Nationale qui a pris la
dénomination de Gendarmerie Nationale en date du 26 Juin 1973, après avoir été intégrée
dans l'Armée Rwandaise. Une des conséquences de cette intégration a consisté dans
l'adoption d'un statut civil pour une partie du personnel. Celle-ci s'est ainsi vue placée sous
l'autorité directe du Bourgmestre, par délégation du Préfet. Ce personnel a alors pris
l'appellation de Police Communale.

1. De la Gendarmerie Nationale

La Gendarmerie Nationale a été créée par le Décret-loi du 23 Janvier 1974, comme
étant une force armée institutionnelle pour assurer le maintien de l'ordre et l'exécution des
lois. *Sous l'autorité du Ministère de la Défense Nationale*
Faisant partie intégrante de l'Armée Rwandaise, cette force obéit à la discipline
militaire et à la hiérarchie des Autorités Administratives et Judiciaires pouvant la mettre en
action par le biais de réquisitions.

La Gendarmerie Nationale est compétente sur toute l'étendue du Territoire National.
Ses attributions et son organisation se résument comme suit:

1.1. Attributions :

Les attributions de la Gendarmerie Nationale ont un caractère à la fois préventif et
répressif. Elles se divisent en missions ordinaires et extraordinaires.

Les missions ordinaires sont celles que la Gendarmerie Nationale remplit en vertu de
la loi, sans réquisition préalable de l'autorité compétente. Il s'agit notamment de prévenir
les infractions, de rechercher les infractions et leurs auteurs, de faire respecter les lois et
règlements, d'assurer la police de la circulation routière etc...

Les missions extraordinaires sont celles que la Gendarmerie Nationale ne peut remplir
que sur réquisition de l'autorité compétente. Il s'agit entre autres d'assurer le maintien et
le rétablissement de l'ordre public, de notifier et de mettre en exécution des mandats de

justice, de prêter main forte à la justice et aux auxiliaires de justice.

1.2. Organisation :

1.2. A. Taille : Les effectifs de la Gendarmerie Nationale se composent d'officiers, sous-officiers, caporaux et gendarmes, et fixés à six mille (6000) hommes. La proportion des différentes catégories par rapport à l'ensemble de la corporation est de 6% pour les officiers, 24% pour les sous-officiers et 70 % pour les caporaux et gendarmes. Le taux de recrutement prévu est de un (1) gendarme pour cent (100) habitants. Le mode de recrutement est réglementé par des textes fixant les conditions à remplir, parmi lesquelles on peut citer l'âge maximum et minimum, le niveau d'étude, l'aptitude physique etc...

1.2.B. Structure :

La Gendarmerie Nationale comprend :

B- 1. Un conseil de commandement : Il constitue l'organe de concertation et de prise de décisions en matière d'organisation et de coordination de l'action de la Gendarmerie Nationale.

Le conseil de commandement de la Gendarmerie Nationale (CCGN) est composé par :

- Le chef d'Etat Major de la Gendarmerie Nationale = Président*
- Le chef d'Etat Major Adjoint de la Gendarmerie Nationale = Vice président*
- Les commandants des groupements (11) : Membres*

B- 2.- Un Etat Major : constituant l'organe de liaison entre la Gendarmerie Nationale et le pouvoir Exécutif, est chargé de l'Administration et du commandement journalier de la Gendarmerie Nationale.

B- 3. - Un comité de sécurité : crée dans le cadre de la gestion de la sécurité intérieure, constitue au sein de la Gendarmerie Nationale l'organe de concertation et de prise de décisions.

Il est présidé par le chef d'Etat Major, secondé de son Adjoint et comprend des membres tels que:

- Le chef du service de recherche criminelle*
- Le chef du service de renseignement spécialisé*
- Le commandant de groupement de la Préfecture de la ville de Kigali*

B- 4. - Des Unités Territoriales : existant au niveau de chaque préfecture, sont

appelées groupements. Chaque groupement est déployé en compagnies territoriales et celles-ci en postes de gendarmerie Nationale.

B- 5. - Des Unités spécialisées : composées de dix (10) services spécialisés allant du service de Recherche criminelle au service de la Police Militaire chargé de contrôler la discipline des gendarmes, en passant par le groupement d'intervention, le service de renseignement, la garde républicaine, la Brigade Mobile, l'unité de circulation Routière, la Police des Aéroports, la Brigade des sapeurs-Pompiers, la Brigade des stupéfaits et des explosifs.

B- 6. - Des Unités et Services d'appui : Composés essentiellement de la Compagnie Quartier Général, le groupe Services logistiques, l'unité de Musique et le service Médical.

1.3. Etat Actuel de la Gendarmerie Nationale

1.3. A. Personnel

L'effectif actuel de la Gendarmerie Nationale Rwandaise s'élève à environ 5000 hommes. Dans un souci de couverture sécuritaire à long terme, le Gouvernement ambitionne de porter cet effectif à 15 000, avec pour objectif d'atteindre le ratio d'environ 2 gendarmes pour 1000 habitants.

1.3.B. Infrastructures

Sont sur l'ensemble du territoire, vétustes, délabrées ou tout simplement détruites. Cette situation de crise généralisée freine le plus souvent la réouverture des services de Gendarmerie.

1.3.C. Equipements

Sont quasiment inexistantes et constituent un des handicaps majeurs dans le bon fonctionnement des unités.

1.3.D. Véhicules

Le pool véhicule est extrêmement réduit. En effet, il n'y a environ que 30 véhicules en bon état de fonctionnement pour l'ensemble des services de la Gendarmerie dont 10 pour l'Etat Major et une quinzaine pour les groupements à raison de 2 véhicules par groupement.

II. De la Police Communale

De sa création à nos jours la Police a connu plusieurs transformations avec des appellations multiples.

Le 26 Juin 1973, sous l'appellation Police Nationale, elle a été intégrée à l'Armée Rwandaise, comme étant une force armée institutionnelle sous la dénomination de Gendarmerie Nationale.

C'est à l'issue de cette intégration que la nécessité de la création d'une Police Communale s'est faite sentir pour combler le vide administratif engendré par le reversement de son personnel dans l'Armée Rwandaise.

La Police communale ainsi constituée est une force placée au niveau des communes sous l'autorité du Bourgmestre.

2.1. Attributions

A l'instar de la gendarmerie Nationale, les attributions de la Police communale sont d'ordre préventif et répressif. La prévention réside dans le fait d'empêcher la commission de l'infraction et la répression intervient après la commission de l'infraction.

Principalement la Police Communale est chargée sous l'autorité du Bourgmestre, de veiller en général, à l'exécution des lois, arrêtés et règlements et spécialement :

- De signaler immédiatement au Bourgmestre toute infraction dont elle a connaissance et prendre note des faits dont ses agents sont témoins;*
- D'assurer la surveillance des marchés, des établissements publics et des voies publiques;*
- De contribuer au maintien ou au rétablissement de l'ordre public;*
- D'appréhender et de conduire devant le Bourgmestre toute personne coupable de scandale sur la voie publique;*
- D'appréhender et de conduire devant les Autorités compétentes les individus qui sont objet de poursuites judiciaires;*
- En cas de flagrant délit ou d'infraction réputée flagrante, d'appréhender et de conduire son auteur devant l'autorité compétente, conformément au code de procédure pénale;*
- De prêter main forte à l'exécution des sentences judiciaires, lorsque ces gens en sont régulièrement requis;*
- De remplir les missions administratives et de Police ordonnées par l'autorité supérieure, si elles ne sont pas contraires aux lois, arrêtés et règlements.*

2.2. Taille

L'effectif théorique de la Police Communale est estimé sur la base d'un agent pour mille (1000) habitants. Il peut cependant être majoré ou réduit avec l'autorisation

expresse du Ministre de l'Intérieur.

Le recrutement se fait par voie de concours dont les conditions sont fixées par l'autorité ayant la Police Communale dans ses attributions. Les réservistes des Forces Armées Rwandaises ont priorité sur les autres candidats.

2.3. Structure :

La Police Communale comprend:

- Un Brigadier*
- Un Brigadier Adjoint*
- Des Policiers*

Le Brigadier assure le commandement de la Police communale, sous l'autorité du Bourgemestre.

Le Brigadier Adjoint le seconde et le remplace en cas d'empêchement ou d'absence.

Les Policiers constituent le personnel d'exécution des tâches dévolues à la Police communale.

2.4. Etat actuel de la Police Communale

Après les événements tragiques qu'à connu le Rwanda, la Police Communale comme les autres services publics s'est retrouvée dans le dénuement le plus total tant au plan du personnel qu'à celui de l'infrastructure, des équipements et des véhicules. A part la nomination récente d'un Directeur National de la Police Communale placé auprès du Ministre de l'Intérieur, et d'un Directeur du Centre de Formation de la Police Communale, la Police Communale en tant que structure n'existe que de nom. Il va donc de soi que la remise en place d'une Police Communale rénovée nécessitera la mobilisation de ressources très importantes auxquelles la Communauté Internationale devra largement contribuer.

III. Relations entre les deux forces et les Départements Ministériels:

En dehors de leur Ministère de Tutelle, il existe une étroite relation de collaboration entre les Forces de Police (Gendarmerie Nationale et Police Communale) et d'autres Départements Ministériels dont elles ne relèvent pas directement.

En d'autres termes, la Gendarmerie Nationale et la Police Communale dans leur fonctionnement et dans l'exercice de leurs missions sont à la disposition du gouvernement tout en demeurant sous l'autorité de leur Département respectif de Tutelle.

S'agissant de la Gendarmerie Nationale placée sous l'autorité du Ministre de

la Défense Nationale, elle collabore quotidiennement avec le Ministre de la Justice et celui de l'Intérieur dans le cadre de l'exécution de certaines missions que ces Départements ne peuvent et ne doivent exécuter sans la présence d'une force habilitée par la loi à cet effet.

Avec le Ministère de l'Intérieur, la Gendarmerie Nationale peut être amenée sur réquisition expresse, à intervenir dans le cadre du maintien et du rétablissement de l'ordre public.

Concernant le Ministère de la Justice, la Gendarmerie Nationale constitue un instrument privilégié de travail, surtout en matière d'actes de Police Judiciaire et notamment dans l'exécution et la notification des mandats de Justice. La Gendarmerie Nationale peut également intervenir pour prêter main forte aux officiers de Police Judiciaire relevant du Ministère Public.

En ce qui concerne la Police communale, avec le Ministère de la Justice, les mêmes missions dévolues à la Gendarmerie Nationale lui sont attribuées par la loi.

En dehors des missions du Ministère Public, la Police communale reste et demeure une force civile placée sous l'autorité de son Département de Tutelle.

II. Conclusion :

Cette présentation sommaire de la Gendarmerie Nationale et de la Police Communale est en plusieurs points, celle prévue par la législation du Rwanda et par l'Accord de paix d'Arusha.

En effet par rapport à la situation actuelle du pays, tel qu'il ressort de l'analyse faite ci-dessus, les attributions et les effectifs énumérés sont généralement théoriques. Le niveau d'instruction des agents est le plus souvent très bas et les services sont dans un état de délabrement prononcé.

C'est pour ces raisons que le nouveau gouvernement du Rwanda dès sa mise en place, a mis l'accent sur l'urgence consistant à reconstituer les Forces de Police afin de lutter contre l'insécurité grandissante de l'après-guerre.

La MINUAR sollicitée à cet effet par le Gouvernement rwandais a confié à CIVPOL, appuyée en cela par la Résolution N° ~~965~~ ⁹⁹⁴ du ~~30~~ ²⁰ Novembre ~~1994~~ ¹⁹⁹⁵ du Conseil de Sécurité, entre autres la mission d'assister le nouveau Gouvernement dans l'établissement et

Delub

la formation d'une nouvelle Force de Police Nationale et intégrée,

~~annoncer la préparation~~
~~de cours des de~~
~~recherches aux~~
~~opérations~~

suivant la résolution n° 997 de 9-6-95
 du Conseil de sécurité.

~~À la suite de la fusion la force communale~~
~~force à la disposition de l'État dans le~~
~~cas où il disparaît en même temps que cessent~~
~~d'exister la structure dont elle dépendait.~~

Conséquence de la crise socio-économique que le
 pays a traversée et qui a considérablement réduit
 les moyens financiers de l'administration, la police
 ne peut totalement disposer de moyens humains
 à leur bon fonctionnement.

C'est pourquoi en raison de ces données et face
~~au déclin de l'État actuel de l'administration~~
~~total de la police~~ il est apparu nécessaire
 d'élaborer un document identifiant tous les
 besoins opérationnels de la police. Un tel document
 pourrait servir de cadre de référence pour toute
 action d'assistance de la communauté internationale.



UNITED NATIONS NATIONS UNIES
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA
UNAMIR - MINUAR
CIVPOL HQ

PRESENTATION SUCCINCTE DES FORCES DE POLICE DU RWANDA

Introduction :

Depuis son accession à l'indépendance, le 1er Juillet 1962 le RWANDA a adapté aux réalités nationales des principes constitutionnels établis le 24 Novembre 1962. Ceux-ci prévoyaient entre autres la restauration et le renforcement de la paix et de l'unité Nationale, sérieusement menacées peu avant l'indépendance par les événements de la Révolution de 1959.

Selon les termes de sa Constitution, la République Rwandaise s'est résolument engagée à être fidèle aux principes démocratiques afin d'assurer la protection de la personne humaine et de promouvoir le respect des libertés fondamentales, conformément à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Des Institutions ont vu ainsi le jour, notamment le gouvernement responsable de l'ordre public, de la protection des personnes et de leurs biens s'est doté de Forces de Police chargées de veiller à l'application des textes de loi et règlements régissant la société.

Conformément à la tradition belge, il existe deux forces de l'ordre, le Gendarmerie Nationale et la Police Communale. Ces forces appartiennent à des départements ministériels distincts. La gendarmerie Nationale est placée sous l'autorité du ministère de la Défense Nationale, et la Police Communale sous la tutelle du Ministère de l'intérieur.

Il y a lieu de rappeler que c'est la Police Nationale qui a pris la dénomination de Gendarmerie Nationale en date du 26 Juin 1973, après avoir été intégrée dans l'Armée Rwandaise.

Conséquence de la crise socio-économique que le pays a traversé et qui a considérablement réduit les moyens financiers de l'administration, les forces de police se trouvent totalement dépourvues de moyens nécessaires à leur bon fonctionnement. C'est pourquoi en raison de ^{toutes} ces données, il est apparu nécessaire d'élaborer ^{deux} un document ^{pour la Jordanie} ^{et} pour servir ^{de} à identifier ^{la police} tous les besoins opérationnels des forces de police. ^{ce} Un tel document ^{pourrait} servir ^{la communauté internationale} de cadre de référence pour toute action d'assistance de la communauté internationale.

L'ESCORTE DE PRISONNIERS OU TRANSFEREMENTS.

1. Généralité:

Il faut faire une distinction entre:

.Transfèrement de brigade à parquet ou maison d'arrêt:

c'est à dire:

Devant le procureur de la république ou le J.P.C.E.(flagrant délit, enquêtes judiciaires).

A la maison d'arrêt (établissement pénitentiaire, mandat de justice ou décisions de jugement).

.Transfèrement d'un établissement pénitentiaire à l'autre: C'est la conduite sur REQUISITION DE L'AUTORITE JUDICIAIRE d'une ou plusieurs personnes déjà détenues d'un établissement pénitentiaire à un autre.

2. Transfèrement de Brigade à Parquet ou Etablissement pénitentiaire:

a) Moyen de transport:

.Chemin de fer

.L'avion

.La voie fluviale

.Véhicule de l'Arme ou de l'Unité.

.Service de transfert en commun.

b) Préparation de Transfèrement

Le C.B. doit :

.Designier les gendarmes d'escorte

.Fixer la date et l'horaire du Transfèrement

.Etablir les pièces du dossier de Transfèrement.

Remettre au chef d'escorte:

Le dossier du Transfèrement

Les documents ou procès devant être déposés au parquet,

Les objets retirés devant accompagner les personnes.

c) Exécution du Transfèrement:

Chef d'escorte, vous devez:

.Prendre en charge les personnes à transférer,

.Procéder à la fouille,

.Faire approvisionner les armes du personnel d'escorte en présence de ou des intéressés,

.Les enchaîner.

3) Transfèrement d'un établissement pénitentiaire à un autre:

a) Moyen de transport: idem.

b) Préparation du Transfèrement

La réquisition de L'autorité judiciaire est remise au C.B. qui agira comme prescrit ci-dessus.

c) Exécution du Transfèrement.

Chef d'escorte muni du dossier de Transfèrement :

.Vous vous présentez à l'établissement P.muni de votre carte professionnelle.

.Vous vous faites remettre le ou les détenus.

.Fouiller l'intéressé et approvisionner les armes, ou le détenu demande à s'isoler (W.C.notamment) des armes pouvant être dissimulées par des complices ou des objets qui risquent d'être utilisés comme armes.

.Signer le registre d'écrou de l'établissement pénitentiaire.

REPUBLIQUE RWANDAISE
MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE
ETAT-MAJOR GENDARMERIE
ECOLE DE LA GENDARMERIE NATIONALE

Date : 26/01/1994.

NOTE DE SERVICE N°006/95.

Objet: Répartition des Répétiteurs.

Dans le cadre du déploiement du personnel d'encadrement des stagiaires, les Répétiteurs dont les noms suivent sont répartis entre les six (6) classes A1, A2, A3, B1, B2, B3 (Anglophones) :

GROUPE A : Classe A1.

1. Ruzindana Thomas
2. Hakizimana Fabien
3. Kayihura Marcel

GROUPE A : Classe A2.

1. Gatete Gaëtan
2. Karisa Valens
3. Rutabana Jean Népomscène

GROUPE B : Classe B2.

1. Harelimana Emmanuel
2. Mbabazi Alphonse
3. Ruganintwari Vincent

GROUPE A : Classe A3.

1. Karisa Callixte
2. Mugambi Philippe
3. Mpore Athanase

GROUPE B : CLASSE B1

1. Ndayisaba Jean
2. Sebutimbiri Jean
3. Niyonsenga Innocent

GROUPE B : Classe B3.

1. Kayisire Jean Claude
2. Munanira Thierry
3. Rubagumya Méthode.

Major Zanga Berthé

Directeur des Etudes .

Destinataires:

- | | |
|------------------------|----|
| - CIVPOL HQ | 1 |
| - CPTO | 1 |
| - Direction du Centre | 1 |
| - Direction des Etudes | 1 |
| - Instructeurs | 10 |
| - Secrétariat | 1 |
| - Archives | 1 |



UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA

NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

UNAMIR - MINUAR
CIVPOL

Bordereau d'Envoi n° *Sans*

To: *Chief of Security* Date: *8.5.1995*
A:

From: *CP70*
De: *pl. Damba*

Subject: *Assistance Plan for the Communal*
Objet: *Police Training*

INFORMATION ON STAFF MEMBERS
AND
CONTACT PERSONS IN CASE OF EMERGENCY

1. Last Name: 2. First Name: 3. Middle Name:

4. Index No.: _____

5. ADDRESS: Street: _____

6. City: _____ 7. Zip Code: _____

8. Country: _____

9. Telephone No.:
(including Country, city/area code) _____

10. Fax No.: _____

EMERGENCY CONTACT PERSON (ECP)

11. ECP Last Name: 12. ECP First Name: 13. ECP Middle Name

14. ECP Index No.: (if ECP is a UN Staff Member) _____

15. Relation: _____

16. ECP ADDRESS: Street: _____

17. ECP City: _____ 18. ECP Zip Code: _____

19. ECP Country: _____

20. ECP Telephone No.:
(including country, city/area code) _____

21. ECP Fax No.: _____

INFORMATION ON STAFF MEMBERS
AND
CONTACT PERSONS IN CASE OF EMERGENCY

1. Last Name: Toure 2. First Name: AMADOU 3. Middle Name: SNABEN
4. Index No.: CP063
5. ADDRESS: Street: RENERA
6. City: Kigali 7. Zip Code: _____
8. Country: RWANDA
9. Telephone No.:
(including Country, city/area code) 84829
10. Fax No.: _____

EMERGENCY CONTACT PERSON (ECP)

11. ECP Last Name: 12. ECP First Name: 13. ECP Middle Name
COMMISSAIRE PRINCIPAL DE POLICE
14. ECP Index No.: (if ECP is a UN Staff Member) NO
15. Relation: Direction Générale Police NATIONALE
16. ECP ADDRESS: Street: DGEN - BP 768
17. ECP City: BAMAKO 18. ECP Zip Code: _____
19. ECP Country: MALI
20. ECP Telephone No.: 223/225228 / 225227
(including country, city/area code)
21. ECP Fax No.: _____

Matériel spécial de la gendarmerie :

- . lots de barrage routiers
- . lots individuels d'équipement police de la route
- . lots de sécurité et de signalisation : triangle de sécurité, équipements réfléchissants, projecteurs de barrage
- . brassard d'OPJ
- . machines à écrire.

Matériels divers :

Les brigades disposent également de matériels et équipement spéciaux concernant:

- l'optique (boussole, jumelles)
- le matériel (NBC)
- l'outillage du génie
- le service de santé
- le chiffre
- le couchage (permanence, chambre de sûreté)
- les technicités particulières: moto, montagne, vedettes
- l'éclairage (lampes de secours), groupes électrogènes
- le mobilier de bureaux et magasins.

- Remarques:**
1. La gendarmerie utilise normalement ses moyens organiques . En cas de nécessité, peut faire appel aux moyens extérieurs, le plus souvent par réquisition (voir cours sur les principes du service)
 2. Les moyens matériels détenus par les unités sont importants et très variés; encore faut-il savoir et vouloir les utiliser pour en obtenir le meilleur rendement (mettre en marche les postes radio véhicule dès le départ de la caserne).

Conclusion:

Toute brigade a sa personnalité propre qui découle de deux facteurs importants:

- le lieu de l'implantation
- la valeur du personnel et surtout du commandant de brigade.

Les moyens dont elle dispose permettent aux gendarmes d'accomplir leurs missions avec le maximum d'efficacité.

° Mais les règlements de l'arme vont plus loin: ils détaillent de la manière la plus précise les méthodes d'action des brigades. Nous verrons plus tard comment recevoir le commandement et l'exécution du service.



ASSISTANCE PLAN FOR THE COMMUNAL POLICE TRAINING

INTRODUCTION :

The Communal Police in Rwanda is the second component of the Police Force of which the National Gendarmerie is also a part. Contrary to the Gendarmerie which has a nationwide jurisdiction, the Communal Police has jurisdiction only at the Communal level. It works under the authority of the Bourgomasters who use it to enforce laws and regulations, including the maintenance and the restoration of Public order.

At present, this force has totally disappeared because of war, and the new authorities, through the ministry of Interior have requested UNAMIR to assist them in the establishment and training of a new integrated police force, in order to fight against the uprising insecurity.

For this purpose, the site of Gishari, located at 50 km from Kigali has been selected to serve as training center for the Communal Police officers.

The joint visits (Minister of Interior - UNAMIR/CIVPOL) carried out on the above site, revealed that infrastructures are in state of ruggedness and totally characterized by the dilapidation of existing buildings, lack of equipments, furniture and teaching materials. The restoration of this site and its equipment are essential to assure in short period of time, the training of the number of Police Officers requested by the Government. It is, also necessary to provide support for the students during the whole training period.

The present document is related to the essential needs, for the setting up of a new Communal Police.

Bureau du Porte-parole

**LE CONSEIL DE SECURITE MODIFIE ET RENOUVELLE LE MANDAT
DE LA MINUAR JUSQU'AU 8 DECEMBRE 1995**

Résolution 997 (1995) adoptée à l'unanimité, le 9 juin 1995

Texte de la résolution

Le Conseil de sécurité,

Rappelant toutes ses résolutions précédentes sur la situation au Rwanda, en particulier sa résolution 872 (1993) du 5 octobre 1993, par laquelle il a créé la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR), et ses résolutions 912 (1994) du 21 avril 1994, 918 (1994) du 17 mai 1994, 925 (1994) du 8 juin 1994 et 965 (1994) du 30 novembre 1994, qui énoncent le mandat de la MINUAR,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur la MINUAR en date du 4 juin 1995 (S/1995/457),

Rappelant aussi sa résolution 955 (1994) du 8 novembre 1994, portant création du Tribunal international pour le Rwanda, et sa résolution 978 (1995) du 27 février 1995, concernant la nécessité d'arrêter les personnes soupçonnées de certains crimes au Rwanda,

Soulignant qu'il importe de parvenir à une réconciliation authentique de tous les membres de la société rwandaise dans le cadre de l'Accord de paix d'Arusha,

Prenant note avec une vive préoccupation d'informations selon lesquelles des éléments de l'ancien régime mèneraient des préparatifs militaires et feraient des incursions de plus en plus fréquentes au Rwanda et soulignant la nécessité de prendre des mesures efficaces pour que les Rwandais se trouvant actuellement dans des pays voisins, y compris ceux qui sont dans des camps, n'entreprennent pas d'activités militaires destinées à déstabiliser le Rwanda et ne reçoivent pas d'armements, étant donné qu'il est fort probable que ces armements seraient destinés à être utilisés au Rwanda,

Soulignant que des efforts accrus sont indispensables pour aider le Gouvernement rwandais à instaurer un climat de stabilité et de confiance propre à faciliter le retour des réfugiés rwandais se trouvant dans des pays voisins,

Soulignant aussi qu'il est nécessaire d'accélérer le versement de l'aide internationale pour le relèvement et la reconstruction du Rwanda,

Demandant de nouveau à tous les États d'appliquer les recommandations adoptées par la Conférence régionale sur l'assistance aux réfugiés, rapatriés et personnes déplacées dans la région des Grands Lacs, tenue à Bujumbura en février 1995,

Mesurant l'utilité du concours que les spécialistes des droits de l'homme déployés au Rwanda par le Haut Commissaire aux droits de l'homme ont apporté en vue de l'amélioration de la situation générale,

Considérant qu'il incombe au Gouvernement rwandais d'assurer la protection et la sécurité de l'ensemble du personnel de la MINUAR et des autres membres du personnel international servant au Rwanda,

Réaffirmant qu'il est nécessaire de régler à long terme les problèmes de réfugiés et problèmes connexes dans les États des Grands Lacs et notant avec satisfaction, par conséquent, que le Secrétaire général a l'intention de nommer un Envoyé spécial chargé de procéder à des consultations concernant la préparation et la convocation, dans les plus brefs délais, de la Conférence régionale sur la sécurité, la stabilité et le développement,

1. Décide de proroger le mandat de la MINUAR jusqu'au 8 décembre 1995 et autorise une réduction des effectifs, qui seront ramenés à 2 330 soldats trois mois après l'adoption de la présente résolution et à 1 800 soldats un mois plus tard;

2. Décide de maintenir à son niveau actuel l'effectif des observateurs militaires et du personnel de la police civile;

3. Décide, compte tenu de la situation actuelle au Rwanda, de modifier le mandat de la MINUAR en lui assignant les fonctions suivantes:

a) User de ses bons offices pour faciliter la réconciliation nationale dans le cadre de l'Accord de paix d'Arusha;

b) Aider le Gouvernement rwandais à faciliter le retour librement consenti des réfugiés, en toute sécurité, ainsi que leur réinsertion dans leur milieu d'origine, et, à cette fin, appuyer les efforts faits par le Gouvernement rwandais pour instaurer un climat de stabilité et de confiance, grâce à des activités de surveillance menées dans l'ensemble du pays par des observateurs militaires et des observateurs de police;

c) Faciliter l'aide humanitaire, ainsi que la fourniture d'une assistance et de services spécialisés en matière de génie civil, de logistique, de santé publique et de déminage;

d) Aider à l'instruction d'une force de police nationale;

e) Contribuer à assurer la sécurité, au Rwanda, du personnel et des locaux des organismes des Nations Unies, du Tribunal international pour le Rwanda, notamment en assurant en permanence la protection du Bureau du Procureur, ainsi que des spécialistes des droits de l'homme, et contribuer également, si besoin est, à assurer la sécurité des organismes humanitaires;

4. Souligne que les restrictions imposées par la résolution 918 (1994) en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies s'appliquent à la vente ou la livraison des armements et des matériels qui y sont spécifiés à des personnes se trouvant dans des États voisins, si ces armements ou ces matériels sont destinés à être utilisés au Rwanda;

5 Demande aux Etats voisins du Rwanda, de façon à éliminer des facteurs contribuant à la déstabilisation de ce pays, de prendre des mesures pour veiller à ce que ces armements et ces matériels ne soient pas fournis aux camps de réfugiés rwandais se trouvant sur leur territoire;

6. Prie le Secrétaire général de tenir des consultations avec les gouvernements de pays voisins concernant la possibilité de déployer des observateurs militaires des Nations Unies, et de consulter en priorité le Gouvernement zaïrois concernant le déploiement d'observateurs, y compris dans les aéroports situés dans l'est du Zaïre, afin de contrôler la vente ou la livraison d'armements et de matériels susmentionnés; prie aussi le Secrétaire général de lui faire rapport sur cette question un mois au plus tard après l'adoption de la présente résolution;

7. Prend note de la coopération existant entre le Gouvernement rwandais et la MINUAR aux fins de l'accomplissement de son mandat, et prie instamment le Gouvernement rwandais et la MINUAR de continuer à mettre en oeuvre les accords conclus entre eux, en particulier l'Accord sur le statut de la Mission, en date du 5 novembre 1993, ou tout accord qu'ils pourraient conclure ultérieurement pour remplacer cet Accord en vue de faciliter la mise en oeuvre du nouveau mandat;

8. Rend hommage aux États, aux organismes des Nations Unies et aux organisations non gouvernementales qui ont fourni une aide humanitaire aux réfugiés et aux personnes déplacées qui étaient dans le besoin, les encourage à persévérer et demande au Gouvernement rwandais de continuer à faciliter l'acheminement et la distribution des secours;

9. Demande aux États et aux organismes donateurs d'honorer l'engagement qu'ils ont pris d'apporter une aide au relèvement du Rwanda, d'accroître l'aide qu'ils apportent déjà à cette fin et, en particulier, de favoriser la mise en place à bref délai et le fonctionnement efficace du Tribunal international ainsi que le rétablissement de l'appareil judiciaire rwandais;

10. Encourage le Secrétaire général et son Représentant spécial à continuer de coordonner les activités des Nations Unies au Rwanda, dont celles des organisations et organismes qui s'occupent de questions humanitaires et de développement, ainsi que celles des spécialistes des droits de l'homme;

11. Prie le Secrétaire général de lui présenter d'ici au 9 août 1995, puis le 9 octobre 1995 au plus tard, un rapport sur la manière dont la MINUAR s'acquitte de son mandat, sur

la situation humanitaire au Rwanda et sur les progrès réalisés en ce qui concerne le rapatriement des réfugiés;

12. Décide de rester activement saisi de la question.

NB

- La MINUAR a été, à l'origine, établie par la résolution 872 (1993) du 5 octobre 1993. La résolution 918 (1994) a étendu le mandat de la Mission pour inclure la responsabilité de la sécurité des civils et de l'opération humanitaire; elle a augmenté sa force à hauteur de 5,500 soldats et a imposé un embargo sur les armes au Rwanda.

- Dans son acte de ce jour, le Conseil a affirmé que les restrictions du chapitre VII imposées par sa résolution 918 (1994) s'appliquent à la vente ou la livraison des armements et des matériels à des personnes dans les États voisins du Rwanda, si ces armements et matériels sont destinés à être utilisés au Rwanda. Le Conseil a lancé un appel aux Etats voisins du Rwanda pour qu'ils prennent des mesures afin de veiller à ce que ces armements et ces matériels ne soient pas transférés dans des camps Rwandais situés sur leur territoire.

- Dans une déclaration au Conseil, le Représentant du Zaïre, a demandé une enquête indépendante pour réfuter les allégations selon lesquelles son pays était impliqué dans la vente et la livraison des armements destinés à être utilisés au Rwanda. Il a déclaré qu'il revenait au Gouvernement du Rwanda de créer un climat favorable au retour des réfugiés.

- Le Représentant du Rwanda, prenant la parole après le vote, en a appelé à la fin de l'embargo sur les armes contre son Gouvernement et a demandé l'établissement d'une commission internationale chargée d'examiner le problème des camps de réfugiés. Il a ajouté que les modifications dans le mandat de la MINUAR reflétaient l'évolution de la situation dans son pays.

UNITED NATIONS



NATIONS UNIES

UNAMIR - KIGALI

DRIVER'S HANDBOOK

RESPONSIBILITY OF UNAMIR DRIVERS

All members of UNAMIR are reminded that as guests of the host countries in the mission area, they must drive with care and comply with local traffic rules and regulations. They must show more than the usual care and courtesy.

(a) **Insurance**

The United Nations is insured against limited third party liability but it is not insured against theft or damage to its own vehicles.

(b) **Reporting**

Drivers must report all traffic violations as well as accidents as soon possible as but not later than 24 hrs. possible to the local representative of the Force Provost Marshal (FMP) and the CTO. Failure to do so may result in disciplinary action when these matters are referred to UN by the host country authorities or by the MP. Contingents are reminded that their governments may be held responsible by the United Nations for damage caused to vehicles in accidents which go unreported.

(c) **Liability**

Military personnel who are found negligent in the use of vehicle are subject to the discipline of their contingents whose governments may be asked to compensate the United Nations for damage caused especially in cases of gross negligence and willful damage. Military observers CIVPOL and Civilian Personnel are subject to staff Rule 112.3, which states:

"Financial responsibility" Any staff member may be required to reimburse the United Nations either partially or in full for any financial loss suffered by the United Nations as a result of the staff member's negligence or of his or her having violated any regulation, rule or administrative instruction.

(d) **Impaired Driving**

UN members will not drive if they are under the **influence of alcohol**, and shall not allow anyone to drive if the effects of alcohol are apparent. All alcoholic drinks will be kept sealed, and no drinking will be allowed in UN vehicles.

2. DRIVER TRAINING

Only drivers properly trained and qualified in their home countries may drive UN vehicles. New arrivals should be given the UNAMIR Driver's Handbook to read and be given time for familiarisation of trips through the area before being permitted to drive. In particular, they are to be briefed on personal discipline, local traffic code, speed limits, accident procedure, weekly trip tickets and vehicle operating techniques and rules.

3. UNAMIR DRIVING PERMIT

No member of the Force may operate on UNAMIR vehicle until he/she has obtained an UNAMIR driver's permit from the Chief Transport Officer at HQ or his designated representative. The class of vehicle that the driver is qualified to operate must be recorded on the driver's permit. A UNAMIR permit is **only valid** for operating UNAMIR vehicles. The valid national International or Military driving licence should also ways be kept with the driving permit. The type of vehicle that the driver is authorised to operate is recorded on the Driver's Permit.

Permit. A UNAMIR permit may only be issued for types of vehicles covered on the individual's valid National, International or Military driving licence.

4. PERSONS AUTHORISED TO TRAVEL IN UNAMIR VEHICLES

- (a) UNAMIR Civilian/Military personnel;
- (b) Officials of the United Nations and staff of the UN Specialised Agencies;
- (c) Personnel other than United Nations staff members travelling to perform related duties in connection with **official** United Nations business and Liaison Officers of the parties, where such travel is necessary for the performance of UNAMIR duties;
- (d) **Official** guests of UN officials, serving in Governments of the host countries of the mission area;
- (e) Persons other than the above may not travel in UNAMIR vehicles without the prior approval of the Chief Administrative Officer (CAO) in each case. Such approval shall be given only in exceptional or compelling circumstances. It is to be emphasized that a driver transporting an unauthorized person in an

UNAMIR vehicle does so at his/her own risk and is responsible in case of an accident involving injury or death of his /her passenger.

5. DRIVER PASSENGER SECURITY

Drivers are responsible for the security of passengers. Seat belts when fitted must be used at all time when the vehicle is in motion by the driver and passengers.

6. AUTHORIZATION OF TRIPS

Administrative instructions authorise the use and assignment of UNAMIR vehicles. Weekly Trip Tickets must be signed by an authorising officer before each trip outside the mission area or for each trip made beyond UN controlled areas.

Duty trips and liberty/welfare trips within the mission area may be authorised by contingent Commanding Officers and HQ Branch Heads in accordance with UNAMIR administrative instructions. Liberty trips outside the mission area must be approved by the CAO. The use of assigned vehicles for liberty purposes shall not interfere with operational effectiveness of the contingent/ Branch to which the vehicle is assigned.

7. WEEKLY TRIP TICKET

The Weekly Trip Ticket (WTT) serves as authority to operate a vehicle for duty and liberty purposes. No vehicle shall be operated unless the driver is in possession of a properly completed Trip Ticket. Each trip must be recorded. Every driver must fill a ticket from point to point, recording in particular:

- (a) Place of departure and arrival;
- (b) Kilometres travelled;
- (c) Quantity of petrol and oil put into the vehicle and the station where it was obtained.

Weekly trip tickets for SCPV's issued to Contingents must be consolidated by them and details delivered each week to the CTO through the CLO.

8. DRIVER MAINTENANCE

- (a) Drivers bear the responsibility for the daily maintenance of their vehicle, its cleanliness and the reporting of vehicle faults.
- (b) Drivers will carry out daily checks of their vehicle. All faults should be marked at the bottom of the trip tickets.
- (c) Fuel and oil are available at authorized service station. Drivers must ensure that each time a vehicle is fuelled, the oil and water levels are checked. The quantity of fuel and oil drawn must be noted on both the WTT and on the POL receipt, which should be clipped together. Drivers should ensure that the amount of fuel on the invoice matches the amount dispensed from the pump.

9. DAILY CHECK

Everyday, the first driver of a vehicle must check and MP's will perform random checks on the following items. He/she must check that;

- (a) The drivers ID card, UNAMIR driving permit and authorization for the journey are in order;
- (b) The vehicle folder containing a valid WTT, maintenance record card, vehicle registration and certificate of insurance and traffic accident form is in the vehicle.
- (c) There is sufficient fuel in the tank and their jerry can is full (when issued);
- (d) The collat system is at the correct level;
- (e) The engine oil level is correct;
- (f) The spare tyre, tools and equipment assigned to the vehicle correspond to the list in the vehicle folder and are in good order.

10. SERVICING AND MAINTENANCE

A maintenance record card and maintenance slip showing the speedometer reading at which the next maintenance is due has been placed in the vehicle folder. It is the driver's responsibility to ensure that the vehicle is presented for maintenance in a accordance with the schedule. When handing a vehicle in for maintenance, it is important that the driver give a detailed description on the WTT of any shortcomings or defects in the vehicle, to ensure that these are checked and repaired by the Workshop personnel.

11. SPEED LIMITS

| Type of Vehicle | Open Roads | Built Areas |
|--|-------------------|-------------------|
| Sedans | 100Km/h or 60 mph | 40 Km/h or 25 mph |
| All other light vehicles including Jeep 4 x 4s and buses | 80 Km/h or 50 mph | 40 Km/h or 25 mph |
| Heavy Trucks (over 3 tons) | 55 Km/h or 35 mph | 40 Km/h or 25 mph |
| APC's | 55 Km/h or 35 mph | 40 Km/h or 25 mph |
| When towing a vehicle | 30 Km/h | 25 Km/h |

12. VEHICLE SECURITY

- 1. Drivers are responsible for both the security of their vehicle and load. Vehicles shall not be left unattended, unless reasonable care has been taken to ensure the vehicle is secure.
- 2. All UNAMIR vehicles, when parked, shall have windows fully closed, keys removed and doors locked. Where additional locking devices have been installed (eg. transmission locks) they shall be used.
- 3. No attractive items should be left in a visible location in the vehicle. if such items

cannot be hidden or removed, the vehicle must not be left unobserved.

4. In case of misplaced or lost keys of a vehicle, the incident should be reported immediately to MP and CTO's office before issuing spare keys in order to secure the vehicle. Arrangements will then be made to have the vehicle door locks replaced.

13. CROSSING NATIONAL FRONTIERS

Each passengers must ensure that authorization has been given by CAO, that the proper clearance has been obtained and that his/her documents are in order. The driver is responsible for checking that all goods carried in the vehicle are authorised and that the required documentation is carried. Personnel are reminded that illegal crossing of national frontiers with duty free items is a serious offense.

14. AUTHORITY OF HOST COUNTRY POLICE

Member of the Force are obliged to obey the host country traffic regulations and the directions of host country police except that they must not commit themselves nor the UN in any matter of liability, nor give statements to host country police except in the present of an UNAMIR official.

15. MP AUTHORITY OVER DRIVERS OF UNAMIR VEHICLES

Drivers and passengers of UN vehicles must produce their UN ID card and driver's Permit when asked to do so by an MP, and will adhere immediately to any instruction(s) or order (s) given by MP personnel.

In order to safeguard the security of persons or property, or to prevent the possible committing of a serious offence, MPs are authorised to take possession of driving permits and/or vehicle keys, particularly in cases involving:

- (a) driving while under the influence of alcohol or drugs of any kind;
- (b) impaired driving through physical exhaustion due to sickness or fatigue;
- (c) reckless or dangerous driving and,
- (d) leaving the scene of an accident without acceptable reason.

When a UN drive's permit and/or vehicle keys are withdrawn, a report describing the circumstances of the withdrawal will be submitted to:

- (a) through the FC to the CO of the contingent concerned (for military members); or
- (b) CTO (for international civilian staff, UNMOs, CIVPOL's and for local civilian employees).

UNAMIR MP have no power to perform tests for alcohol, although national regulations may permit contingents to perform such tests for their own personnel. Breath analyzers are not compulsory in all countries, while in some countries alcohol tests are only one form of evidence. Offenders may still be convicted on the testimony of those who have observed them. So, too in UNAMIR, in the absence of authority to administer alcohol tests, evidence of observation is sufficient for disciplinary purposes. In cases of suspected impaired driving the MP should, where possible, have the suspect examined by a Medical Officer with the aim of obtaining a professional medical opinion regarding impairment.

UN owned vehicles assigned to individuals, driven on/off duty, are operated under the authority of the UN and as such are subject to enforcement by UNAMIR MP. Violation reports concerning military personnel or military departments will be forwarded to the contingent commander concerned. Violations by international staff members shall be forwarded to the CTO.

16. ACTIONS TO BE TAKEN AFTER A TRAFFIC ACCIDENT

All accidents and traffic violations must be reported to the Civpol, Security or Military Police as soon as possible. The following sequence of action will be taken by the driver in case of serious accidents:

- (a) Do not move the vehicle. If, however, you are obliged to move it, mark its position on the road so that the investigation police/MP may make an accurate report when they arrive.
- (b) Lock the vehicle against theft and if you are obliged to leave it unattended, take the contents with you if possible.

completed.

- (c) Assist injured persons.
- (d) Call the nearest UN Military Police unit to the scene of the accident. (Military Police can be reached through all Sector Hqs. and Force HQ).
- (e) Give the driver of the other involved vehicle your name, rank ID card number and the address of the UN insurance agent. Obtain the same information from the other party involved and also the name, number and address of the local police station where the accident is being reported.
- (f) Except for the information enumerated above, the driver shall not commit himself or UN in any matter or liability, i.e. admit guilt. Any statement required of the personnel involved shall only be made in the presence of an UNAMIR official.
- (g) Remain at the scene of the accident until all action is completed. If the conduct of the local people indicates an imminent danger, the UN personnel shall immediately leave the scene of the accident. It sometimes happens that the local people become very hostile and take mob action against drivers who are involved in accidents which have caused injury to local people.
- (h) As soon as possible after the above actions have been taken, and not later than 24 hours after.
 - (i) Notify MP, CTO (and, if applicable, the MTO of the contingent);
 - (ii) Prepare a Driver's Accident Report form to be found in the WTT folder. Measurements of break marks, position of the vehicles at the time of the accident, etc., even if approximated should be taken and filed in the report. This should be submitted in three copies and distributed to the Office of the CTO and MP.
 - (iii) Take the vehicle involved in the accident to the HQ Workshop in Kigali for inspection and assessment of damage caused by the accident. Any defect in the vehicle which might have caused the accident must be referred to the workshop for checking immediately where a DDR will be

- (i) After the investigations have been completed, the driver should arrange recovery to the local base. If it cannot be driven, the driver should endeavour to obtain further orders from his superior officer. The contents of the vehicle should be removed or made secure before leaving.

17. EMERGENCY AID CALL

You may send a message to the nearest UNAMIR post by telephone, the police, or another passing vehicle. The message should include sufficient detail to enable the necessary assistance to be provided including.

- (a) Time and exact location;
- (b) UNAMIR registration number of the vehicle, driver's name, rank and unit;
- (c) Details of any injuries, recovery crew, or spare parts requirement, help required for removal from accident scene and towing.

18. BREAKDOWN SERVICE

In addition to the above information specify:

- (a) Type and make of vehicle;
- (b) If loaded, what type;
- (c) Details of Mechanical defects;
- (d) Whether the vehicle ditched, bogged down or had mechanical failure;
- (e) Whether the vehicle can be towed or if it has to be suspended.
- (f) When being towed, distance between vehicles should be above 5 meters and speed no more than 30 km per hour.

19. THEFT AND LOSS

- (a) When found, do not move or touch the vehicle in order to allow the police to check finger prints.
- (b) Call for the police and the MP as per para 11. (d) and (e).
- (c) The driver is responsible for the security of his vehicle and he must take the following precautions;
 - (i) Always park in a public place where many people pass by and which is well lit at night.
 - (ii) Lock all doors and windows. Leave no property, whether UN or personal, which might encourage theft in the vehicle.

20. FIRE PRECAUTIONS

Travellers and passengers may not smoke within the vicinity whilst refuelling. Vehicles should be parked so that in case of fire in the vicinity they may be driven off quickly.

In the event of the vehicle catching fire, turn off the ignition switch, use a fire extinguisher to put out the fire and remove any vehicle in close proximity to safety.

VII. SPECIAL CRIMINAL LAW

37 HOURS

- Generalities on Special Criminal Law
- Rebellion - opposition to legitimate authority
- Crimes and offenses against private persons
- Homicides: voluntary and involuntary
- Assault and battery: voluntary - involuntary - poisoning
- Acts of violence - abortion - infanticide
- Indecent exposure
- Prostitution
- Crimes and offenses against property
- Theft
- Fraud
- Breach of trust
- Comparative study : breach of trust - theft - fraud
- Receiving and Concealing stolen goods or persons

REPARTITION DU VOLUME HORAIRE (176 HEURES)

A. PROGRAMME THEORIQUE : 114 HEURES EN 4 SEMAINES.

| N° | DISCIPLINES | VOLUME HORAIRE PAR SEMAINE | VOLUME TOTAL | OBSERVATION |
|----|--------------------------------|---|--------------|-------------|
| 1 | SERVICE EN BRIGADE | 2 HEURES/SEMAINE | 8 HEURES | DE |
| 2 | LE RENSEIGNEMENT | 2 HEURES/SEMAINE 1 ET 2 - 3 HEURES/SEMAINE 3 ET 4 | 10 HEURES | LA |
| 3 | CONNAISSANCE DE LA GENDARMERIE | 2 HEURES/SEMAINE 1 ET 2-3 HEURES/SEMAINE 3 ET 4 | 10 HEURES | PREMIERE |
| 4 | DROIT PENAL GENERAL | 5 HEURES PAR SEMAINE | 20 HEURES | SEMAINE |
| 5 | DROIT PENAL SPECIAL | 5 HEURES PAR SEMAINE | 20 HEURES | A LA |
| 6 | PROCEDURE PENALE | 5 HEURES PAR SEMAINE | 20 HEURES | QUATRIEME |
| 7 | POLICE ADMINISTRATIVE | 1 HEURE/SEMAINE 1,2,ET 3-2 HEURES/SEMAINE 4 | 5 HEURES | SEMAINE |
| 8 | CONNAISSANCE GENERALE | 1 HEURE/SEMAINE 1,2,ET 3-2 HEURES/SEMAINE 4 | 5 HEURES | |
| 9 | CIRCULATION ROUTIERE | 2 HEURES PAR SEMAINE | 8 HEURES | |
| 10 | MAINTIEN DE L'ORDRE | 2 HEURES PAR SEMAINE | 8 HEURES | |

B. PROGRAMME PRATIQUE

| N° | DISCIPLINES | VOLUME HORAIRE PAR SEMAINE | VOLUME TOTAL | |
|----|---------------------|---|-----------------------|-----------|
| 1 | SERVICE EN BRIGADE | 4 HEURES DURANT LA SEMAINE | 4 HEURES | CINQUIEME |
| 2 | REGULATION | 5 HEURES DURANT LA 5eme SEMAINE | 5 HEURES | |
| 3 | MAINTIEN DE L'ORDRE | 7 HEURES DURANT LA 5eme SEMAINE | 7 HEURES | SEMAINE |
| 4 | TRANSMISSION | 3 HEURES/SEMAINE 1 ET 2 - 2HEURE SEMAINE 3 ET 4 | 10 HEURES = 26 HEURES | |

C. PROGRAMME MILITAIRE

| | DISCIPLINES | VOLUME HORAIRE PAR SEMAINE | VOLUME TOTAL | OBSERVATION |
|--|------------------------|--|--------------|-------------|
| | DISCIPLINES MILITAIRES | 8 HEURES/SAMEDI 1,2,3,ET 4- 4HEURES/SAMEDI 5 | 36 HEURES | |

TABLEAU DE PROGRESSION

LUNDI

| DATE | HORAIRE | DISCIPLINE | TITRE DU COURS | NOM DE L'INSTRUCTEUR | OBSERVATION |
|----------|-----------|--------------------------------|---|-----------------------------------|----------------|
| 15.08.94 | 8H - 9H | CONNAISSANCE DE LA GENDARMERIE | HISTORIQUE DE LA CREATION DE LA GENDARMERIE | CHEF D'ESCADRON LANCENI DIAKITE | MILOB MINUAR |
| | 9H - 10H | LE RENSEIGNEMENT | GENERALITES-DEFINITION ET MISSIONS | COM.PRINC MOUSSA SANOGO | CIV.POL MINUAR |
| | 10H - 11H | POLICE ADMINISTRATIVE | DEFINITION-DOMAINES DE LA POLICE ADMINISTRATIVE | COM.PRINC. NGOLO OUATTARA | CIV.POL MINUAR |
| | 11h - 12h | CIRCULATION ROUTIERE | GENERALITE - LE CODE DE LA ROUTE | COM.DIVISIONNAIRE ANATOLE SANGARE | CIV.POL MINUAR |

R E P O S

| | | | | | |
|--|-----------|------------------------|--------------------------------------|---------------------------------|---------------|
| | 14H - 15H | SERVICE EN BRIGADE | LA BRIGADE TERRITORIAL-PRESENTATION | CHEF D'ESCADRON LANCENI DIAKITE | MILOB MINUAR |
| | 15H - 16H | LE MAINTIEN DE L'ORDRE | LE M.O DEFINITION ET MISSIONS | " " | " " |
| | 16H - 17H | POLICE SCIENTIFIQUE | IDENTITE JUDICIAIRE | COM.PRINC. NGOLO OUATTARA | CIVPOL MINUAR |
| | 17H - 18H | PROCEDURE PENALE | PRESENTATION DE LA POLICE JUDICIAIRE | " " | " " |

TABLEAU DE PROGRESSION

MARDI

| DATE | HORAIRE | DISCIPLINE | TITRE DU COURS | NOM DE L'INSTRUCTEUR | OBSERVATION |
|----------|-----------|------------------------|----------------|----------------------|-------------|
| 16.08.94 | 8H - 9H | DROIT PENAL GENERAL | | | |
| | 9H - 10H | | | | |
| | 10H - 11H | DROIT PENAL SPECIAL | | | |
| | 11h - 12h | | | | |

| | | | | | |
|--|-----------|----------------------|--|-----------------------------|---------------|
| | 14H - 15H | PROCEDURE PENAL | | | |
| | 15H - 16H | | | | |
| | 16H - 17H | CONNAISSANCE GENERAL | | | |
| | 17H - 18H | RENSEIGNEMENT | | COM. PRINC MOUSSA SANOGO | CIVPOL MINUAR |

TABLEAU DE PROGRESSION

MERCREDI

| DATE | HORAIRE | DISCIPLINE | TITRE DU COURS | NOM DE L'INSTRUCTEUR | OBSERVATION |
|----------|-----------|-----------------------|----------------|--------------------------------------|-------------------|
| 17.08.94 | 8H - 9H | POLICE ADMINISTRATIVE | | COM.PRINC NGOLO OUATTARA | CIV.POL MINUAR |
| | 9H - 10H | DROIT PENAL SPECIAL | | | |
| | 10H - 11H | CIRCULATION ROUTIERE | | COM.DIVISIONNAIRE ANATOLE SANGARE | CIV.POL MINUAR |
| | 11h - 12h | PROCEDURE PENALE | | | |

| | | | | | |
|--|-----------|-----------------------------------|-------------------------------|------------------------------------|------------|
| | 14H - 15H | MAINTIEN DE L'ORDRE | LES UNITES M.DE L'ORDRE | CHEF D'ESCADRON LANCENI DIAKITE | OBS.MINUAR |
| | 15H - 16H | CONNAISSANCE DE LA GENDARMERIE | | CHEF D'ESCADRON LANCENI DIAKITE | OBS.MINUAR |
| | 16H - 17H | DROIT PENAL GENERAL | | | |

TABLEAU DE PROGRESSION

JEUDI

| DATE | HORAIRE | DISCIPLINE | TITRE DU COURS | NOM D'INSTRUCTEUR | OBSERVATION |
|----------|---------|---------------------|--------------------------|-------------------------|-----------------|
| 18.08.94 | 8H-9H | SERVICE EN BRIGADE | LE COMMANDANT DE BRIGADE | CE.LANCENI DIAKITE | MILOB- MINUAR |
| | 9H-11H | DROIT PENAL SPECIAL | | | |
| | 11-12H | POLICE SCIENTIFIQUE | DOCUMENTATION JUDICIAIRE | COM PRINC.NGOLO OUATARA | CIV.POL- MINUAR |

| | | | | | |
|--|---------|-----------------------|--|-----------------------------|-----------------|
| | 14H-15H | RENSEIGNEMENT | | COM.PRINCIPAL MOUSSA SANOGO | CIVPOL - MINUAR |
| | 15H-16H | MAINTIEN DE L'ORDRE | NOTION DE M.O SERVICE D'ORDRE. QUEL ORDRE MAINTENIR ? LES REUNIONS POLITIQUE, LES MANIFESTATIONS. | CE.LANCENI DIAKITE | MILOB - MINUAR |
| | 16H-17H | CIRCULATION ROUTIERE | | | |
| | 17H-18H | CONNAISSANCE GENERALE | | | |

TABLEAU DE PROGRESSION

VENDREDI

| DATE | HORAIRE | DISCIPLINE | TITRE DU COURS | NOM D'INSTRUCTEUR | OBSERVATION |
|----------|---------|---------------------|--------------------|---------------------|-------------|
| 19.08.94 | 8H-9H | DROIT PENAL GENERAL | | | |
| | 9H-11H | PROCEDURE PENALE | | | |
| | 11-12H | SERVICE EN BRIGADE | ROLES DES OPJ, APJ | CE. LANCENI DIAKITE | |

| | | | | |
|--|---------|-----------------------|---|-------------------------------|
| | 14H-15H | POLICE ADMINISTRATIVE | | COM.PRINCIPAL NGOLO OUATTARA. |
| | 15H-16H | MAINTIEN DE L'ORDRE | LES DIFFERENTS GROUPEMENTS HUMAINS (GROUPES- GROUPUSCULES & FOULE) | CE. LANCENI DIAKITE |
| | 16H-17H | CIRCULATION ROUTIERE | | COM.DIVIS.ANATOLE SANGARE |
| | 17H-18H | RENSEIGNEMENT | | COM.PRINC MOUSSA SANOGO. |

TABLEAU DE PROGRESSION

MEDI

| DATE | HORAIRE | DISCIPLINE | TITRE DU COURS | NOM D' INSTRUCTEUR | OBSERVATION |
|----------|-----------|---------------------------------|----------------|---------------------------------|-------------|
| 20-08-94 | 8H - 10H | TIR POLICE | | COM. PRINCIPAL MOUSSA SANOGO | |
| | 10H - 12H | AUTRES DISCIPLINE MILITAIRES | - | - | |

ECOLE DE LA GENDARMERIE
NATIONALE

| DATE: Lundi 03 Octobre | | | | |
|-----------------------------|------------------------------------|-------------|----------------------|-----------------|
| HEURE | DISCIPLINE | COEFFICIENT | SURVEILLANT | LIEU |
| 8H-10H | Police Administrative | 2 | CP.Ngolo Ouattara | Salle des cours |
| 10H-11H30 | Police Scientifique | 1 | " | " |
| 15H-17H | Connaissance de la gendarmerie | 2 | CE. L. Diakité | " |
| Date:Mardi 04 Octobre 1994 | | | | |
| 8H-11H | Service en Brigade | 3 | CE. L. Diakité | Salle des cours |
| 15H-17H | Circulation Routière et Régulation | 2 | Lt.Col Arouna Traoré | " |
| Mercredi 05 Octobre 1994 | | | | |
| 8H-12H | D.P.S. | 5 | Christophe | Salle des cours |
| DATE: JEUDI 06 Octobre 1994 | | | | |
| 8H-12H | Procédure Pénale | 5 | HyCIA | Salle des Cours |
| Vendredi 06 Octobre 1994 | | | | |
| 8H-12H | Renseignement | 3 | C.P M. Sanogo | Salle des cours |
| Samedi 8 Octobre 1994 | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA



NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

UNAMIR - MINUAR
CIVPOL

TRAINING PROGRAM OF THREE HUNDRED (300) MILITARIES

ANNEX I

COLONEL DIARRA
CIVPOL COMMISSIONER

Diarra

I. GENERAL TRAINING

General training must include subjects geared to strengthening the character and behaviour of the interns in their professional and social lives. It includes :

- ethics
- civics
- first aid and general hygiene

II. TECHNICAL AND VOCATIONAL TRAINING

Technical and vocational training is based on a series of courses which are necessary for the gendarme to be able to assert his authority as a law enforcement officer. These following subjects are classified as legal and professional due to their relevance to the daily tasks performed by gendarmes:

- Intelligence
- Gendarmerie knowledge
- law enforcement
- Traffic control
- Brigadier services
- Scientific police
- Administrative police
- Economic services
- General penal law
- Special penal law
- Penal procedures

III. Military, Physical and Athletic Training

This step is indispensable. It goes hand in hand with the other steps in the training of gendarme cadets and should include the following:

- * Active military training
- * On-going Physical and Athletic training. This step should include:
 - General physical training.
 - physical combat training and law enforcement.
 - Physical training in police investigation
 - Team sports to develop team spirit

IV. Training Schedule

Course will be held from 08:00 to 12:00 and 14:00 to 17:00 on Monday through Friday and from 08:00 to 12:00 on Saturdays. This schedule amounts to 7-hour days and 39-hour weeks. The proposed 10-week program includes a total of 390 training hours which are divided as follows:

| | TRAINING | | NUMBER OF HOURS |
|---|------------------|--|-----------------|
| a | GENERAL TRAINING | | 40 HOURS |
| b | TRAINING | TECHNICAL AND PROFESSIONAL | 264 HOURS |
| c | TRAINING | - MILITARY - PHYSICAL - ATHLETIC | 86 HOURS |

TOTAL: 390 HOURS

V. GENERAL TRAINING PROGRAM AND SCHEDULE BY COURSE SUBJECT

| N° | SUBJECT | NUMBER OF HRS |
|-----|--|---------------|
| | <u>GENERAL TRAINING = 40 HOURS</u> | |
| 1. | Ethics and Civics training | 16 |
| 2. | National History and Geography | 12 |
| 3. | First Aid and Civilian | 4 |
| | TOTAL | 32 |
| | <u>TECHNICAL & PROFESSIONAL TRAINING=272 HRS</u> | |
| 4. | Information | 26 |
| 5. | Gendarmerie handbook | 10 |
| 6. | Law enforcement | 30 |
| 7. | Traffic Control | 28 |
| 8. | Brigade Service | 13 |
| 9. | Scientific police | 13 |
| 10. | Administrative police | 15 |
| 11. | Economic services | 10 |
| 12. | General penal law | 30 |
| 13. | Special penal law | 40 |
| 14. | Penal procedure | 26 |
| 15. | Police Investigation | 26 |
| 16. | TRAINING - MILITARY - PHYSICAL - ATHLETIC | 86 |

OVERALL TOTAL: 390

DETAILED PROGRAM

| N° | CURRICULUM | SESSION HRS | TOTAL HRS | NOTES |
|----|--|-------------|-----------|-------|
| | <u>GENERAL TRAINING</u> | | 32 | |
| a) | <u>CIVICS</u> | | 12 | |
| | * The gendarme's moral and social obligations: - stature and restraint in private life - stature and savoir faire in professional life | 1 | | |
| | * A Gendarme's availability to others: - The gendarmerie as a public service - A Gendarme's sense of responsibility | 1 | | |
| | * The Gendarmerie's service to its citizens | 1 | | |
| | * The moral values of the Gendarme - patriotism - honesty, devotion, frankness, tolerance, oppose ethnic bias | 1 | | |
| | * Physical Hygiene | 1 | | |
| | * The dangers of drugs, alcohol and tobacco | 1 | | |
| | * Sexually Transmissible Diseases (STD, AIDS gonorrhoea, aids, syphilis, bilharziasis) | 1 | | |
| | * Penal and civic responsibilities of the personnel of the National Gendarmerie | 1 | | |
| | * Crimes against honour - corruption, compromise, breach of trust, voluntary mutilation, lying, breach of secrecy. | 1 | | |
| | * Solidarity - team and corps spirit, aiding retired, reformed gendarmes as well as the widows and orphans of the gendarmerie. | 1 | | |
| | * Sense of duty and professionalism - sense responsibility - discipline | 1 | | |
| | * Gendarmes professional conditions - accepting constraints - moral support - living in barracks | 1 | | |

| N° | CURRICULUM | SESSION HRS | TOTAL HRS | NOTE |
|-----|---|-------------|-----------|------|
| b) | <u>CIVIL INSTRUCTION</u> | | 4 | |
| | * The Rwandan Constitution - fundamental principles and characteristics | 1 | | |
| | * Administrative organizations in Rwanda | 1 | | |
| | * The right and duty to vote | 1 | | |
| | * The meaning of the gendarme's oath | 1 | | |
| | <u>FIRST AID- PROTECT & HELPING CITIZENS</u> | | 4 | |
| | * Various accidents and first aid procedure | 1 | | |
| | * Haemorrhages, wounds, burns, fractures, asphyxia | 1 | | |
| | * Emergency evacuation: how to observe and move a victim in an emergency. | 1 | | |
| | * How to recognize the signs of distress | 1 | | |
| II) | TECHNICAL AND PROFESSIONAL TRAINING | | 264 | |
| a) | <u>INTELLIGENCE GATHERING</u> | | 26 | |
| 1 | * Generalities - definition - different types of intelligence. | 2 | | |
| 2 | * Intelligence gathering cycle - Gendarme's role in intelligence gathering, on or off duty | 3 | | |
| 3 | * Files - Constitution - operation - exploration | 2 | | |
| 4 | * Reports - source value - intelligence value - correct word usage - use of the conditional indicative - Various reporting methods (oral: telephone interviews; written memos; intelligence files) | 5 | | |
| 5 | * Identification - Identifying new residents - various intelligence gathering procedures - use of information files | 2 | | |
| 6 | * Intelligence studies - as an activity (duty) - as an element of information | 12 | | |

| N° | CURRICULUM | SESSION HRS | TOTAL HRS | NOTES |
|----|--|-------------|-----------|-------|
| b) | <u>UNDERSTANDING THE GENDARMERIE</u> | | 10 | |
| 1 | * The history of the creation of the gendarmerie | 2 | | |
| 2 | * The National Gendarmerie: generalities, organization, personnel | 2 | | |
| 3 | * The National Gendarmerie: missions, guidelines when: - in uniform - in civilian clothing | 3 | | |
| 4 | * Relations between Gendarmerie personnel and various authorities (political, judicial, administrative, military, notables). | 3 | | |
| c) | <u>LAW ENFORCEMENT</u> | | 30 | |
| 1 | * Objective: law enforcement (L.E.) | 2 | | |
| 2 | * General guidelines for the gendarmerie's role in law enforcement | 2 | | |
| 3 | * Composition of L.E. units: the squad, its organization, and changes in its operation | 3 | | |
| 4 | * The various L.E. operations: arrests (road blocks), round ups (crowd control, sweeping arrests, offensive charges), radio communication, barricades, | 10 | | |
| 5 | * Mobile Gendarmerie Platoon (MGP) - movement and operations | 2 | | |
| 6 | * Maintaining public order: definition, goals, differences between maintaining public order and law enforcement | 2 | | |
| 7 | * Marking - escorting - barricades ... | 3 | | |
| 8 | * Arrests in law enforcement | 2 | | |
| 9 | * Close protection of personalities | 2 | | |
| 10 | * maintaining public order in stadiums | 3 | | |
| | <u>TRAFFIC CONTROL</u> | | 28 | |
| | * The gendarme's role in traffic control - as an controller - as a driver | 1 | | |
| | * Study the various categories of traffic paths: - path trail road avenue, boulevard, | 2 | | |

| N° | CURRICULUM | SESSION HRS | TOTAL HRS | NOTES |
|----|--|-------------|-----------|-------|
| | * Study the principal parts of a car - to come under gendarme control - technical failures - mechanical failures | 4 | | |
| | * Military convoy - the role of the head vehicle - convoy traffic regulations - conduct in the case of accidents or break down | 2 | | |
| | * Accidents - alarm - response training - transport to the site = preparations, safety measures upon arrival (use of markings: i.e. reflective triangles, branches) - Protecting the site - aid the victims - First operations to execute (report addressed to authorities) - investigation | 3 | | |
| | * Various preventive measures used against drivers and vehicles: - retain driver's license - immobilize the vehicle - impound the vehicle | 2 | | |
| | * Practical investigative exercises - describing the state of affairs - location of the rotary, parallelepiped, cylinder - using double decimeters - scale and report based on measurements taken in the field - calculating real dimensions - develop a map - compile a traffic accident file | 4 | | |
| | * All documents relating to the conduct and operation of vehicles | 1 | | |
| | * Traffic law = study of the essential sections | 1 | | |
| | * Regulating traffic = theory and practice | 5 | | |
| e) | <u>BRIGADE SERVICE</u> | | 18 | |
| | * Presentation of the Gendarmerie's territorial brigade: - Personnel and organization - missions - organization and execution of internal services external services | 2 | | |

| N° | CURRICULUM | SESSION HRS | TOTAL HRS | NOTES |
|----|--|----------------------------------|-----------|-------|
| | * External Services = visiting communes - investigations - Commission's rogatory execution collecting intelligence and escorting prisoners * Internal Services: - continuous service - cleaning the premises - police surveillance - daily material report - assigning services - executing daily tasks - receiving the public * Brigade file * Service record | 5 8 1 2 | 13 | |
| f) | <u>SCIENTIFIC POLICE</u> | | | |
| 1 | Basic police techniques - generalities | 1 | | |
| 2 | Human identification: anthropometry, photography | 1 | | |
| 3 | Fingerprinting and search for evidence: - sampling and using material evidence | 2 | | |
| 4 | Various external signs of death | 1 | | |
| 5 | Identifying the various probable causes of death: differences between hanging homicides and suicides - strangulation | 1 | | |
| 6 | Ballistics | | | |
| 7 | Drowning: external signs | 1 | | |
| 8 | Strangulation | 3 | | |
| 9 | Death by asphyxia: lightning - electrocution | 1 | | |
| 10 | Forensic medicine | 1 | | |
| g) | <u>ADMINISTRATIVE POLICE</u> | | | |
| 1 | Definition - object | | | |
| 2 | The authorities of the Administrative Police | | | |
| 3 | Market police - bars - restaurants - fairs | | | |
| 4 | Alcoholic beverages regime | | | |
| 5 | Immigration police | | | |
| 6 | Civilian disasters | | | |
| h) | <u>ECONOMIC SERVICES</u> | | | |
| | Customs, treasury, taxes | | | |

| N° | CURRICULUM | SESSION HRS | TOTAL HRS | NOTES |
|----|---|-------------|-----------|-------|
| i) | GENERAL CRIMINAL LAW | | | |
| 1 | Definition: general notions | 1 | | |
| 2 | Infraction: constituting elements - classification | 4 | | |
| 3 | Punishable attempt | 2 | | |
| 4 | Complicity | 2 | | |
| 5 | Criminal responsibility | 2 | | |
| 6 | Justificatory facts: - legal order - order from legitimate authority - self-defence | 8 | | |
| 7 | Justificatory facts: - state of necessity, consent of the victim | 3 | | |
| 8 | Causes of non imputability: insanity - constraint | 3 | | |
| 9 | Aggravating circumstances | 2 | | |
| 10 | Attenuating circumstances - excuses | 2 | | |
| 11 | Reasons for removing sentences (amnesty, rehabilitation) -reasons for extinguishing sentences | | | |
| j) | SPECIAL CRIMINAL LAW | | | |
| 1 | Generalities - object | 1 | | |
| 2 | Rebellion - opposition to legitimate authority | 3 | | |
| 3 | Crimes and offenses against individuals | 2 | | |
| 4 | Assault and battery - homicides - poisoning | 6 | | |
| 5 | Violent offenses - abortion | 2 | | |
| 6 | Indecent offence - indecent exposure | 3 | | |
| 7 | Prostitution | 2 | | |
| 8 | Slander - false accusation | 2 | | |
| 9 | Crimes and offenses against property | 2 | | |
| 10 | Thefts - fraud - breach of trust -embezzlement | 7 | | |
| 11 | Comparative study of breach of trust and fraud | 3 | | |
| 12 | Receiving and concealing goods | 2 | | |
| 13 | Fires | 3 | | |
| 14 | Violation of the laws governing the press- basics | 2 | | |
| k) | CRIMINAL INVESTIGATION POLICE | | | |
| 1 | Definitions and object | 1 | | |
| 2 | Criminal investigation police personnel | 2 | | |
| 3 | Outline of a criminal trial | 1 | | |

| N° | CURRICULUM | SESSION HRS | TOTAL HRS | NOTES |
|----|--|-------------|-----------|-------|
| 4 | Director of public prosecution | 1 | | |
| 5 | Examining Magistrate - judgement jurisdiction | 1 | | |
| 6 | Department of Public Prosecution | 1 | | |
| 7 | Ways of submitting a case to a court by the Brigade | 1 | | |
| 8 | Role of the Criminal Investigation Police Officer (CIPO) and Criminal Investigation Policeman (CIP) | 1 | | |
| 9 | The different steps in an investigation: in flagrante delicto investigations - preliminary inquiry - Rogatory commission inquiry | 3 | | |
| 10 | Verification: transport to the site - preparations - role of the CIP on arrival - setting out secure area - mapping and photographing the area - affix seals | 2 | | |
| 11 | Referring to an expert | 2 | | |
| 12 | Search = search warrant - seizure of objects - individuals whose presence is required on the premises | 1 | | |
| 13 | Arrest - search - body search - police custody | 1 | | |
| 14 | Declarations notebook: hearing of witnesses - first, second confrontation, interrogation | 3 | | |
| 15 | Statement: -collecting - single statement - separate statements - summary statement | 1 | | |
| 16 | The criminal investigation police kit | 1 | | |
| 17 | Exercise on the search for the categorising of offenses | 1 | | |
| 18 | Practical exercises on carrying out investigations (1h) | 1 | | |
| i) | CRIMINAL PROCEDURE | | | |
| 1 | Rwandan criminal procedure code - an overlook - definition of the criminal trial - procedure | 7 | | |
| 2 | Wrongful act: civil and criminal - civil action - public action | 8 | | |
| 3 | Justice warrants | 1 | | |
| 4 | Director of Public Prosecution | 2 | | |
| 5 | Lodging appeals | 1 | | |
| 6 | To appeal a judgement | 1 | | |
| 7 | Judgement by default | 1 | | |

| N° | CURRICULUM | SESSION HRS | TOTAL HRS | NOTES |
|-----|--|--|-----------|-------|
| 8 | Judgement orders | 1 | | |
| 9 | Remedies at law | 2 | | |
| 10 | Opposing rulings | 2 | | |
| III | <u>GENERAL MILITARY TRAINING</u> | | | |
| A) | <u>TARGET PRACTICE</u> | 10 | | |
| 1 | Presentation and definition of target practice | 1 | | |
| 2 | Description of the automatic pistol (AP) - targets | 2 | | |
| 3 | Security procedures before, during and after target practice | 2 | | |
| 4 | Shooting instructions for AP | 1 | | |
| 5 | Exercises for the various precision target practices | 4 | | |
| | | NB. The Rwandan party will send its instruction programme in the other branches of General Military Training | | |

DETAILED PROGRAM OF THEORETICAL TRAINING: 286 HRS

| SUBJECTS COVERED: | NUMBER OF SESSIONS | HRS |
|--|--------------------|-----|
| - National gendarmerie, presentation, evolution, missions, competency | 2 x 2 hrs | 4H |
| - Mobile gendarmerie | 2 x 2 | 4H |
| - Law enforcement regulations | 2 x 1 | 2H |
| - Use of armed forces in law enforcement | 2 x 2 | 4H |
| - The gendarmerie in law enforcement: general intervention principles | 1 x 1 | 2H |
| - The platoon in law enforcement | 1 x 1 | 2H |
| - Techniques (Eli-Support-Financing) | 2 x 2 | 4H |
| - Intervention in prisons | | |
| - Departmental gendarmerie | | |
| - Manage and forecast services (permission - internship - rest) | | |
| - Concept of service | | |
| - Service record - Personnel record, service bulletin | | |
| - Manage and monitor equipment | | |
| - Relations with the units | | |
| - Assuming CIPO powers for searches, detention, seizures, hearings and criminal investigations | 5 x 2 | 10H |
| - Discovering a cadaver | 3 x 2 | 6H |
| - Administration, carrying out an investigation and rational steps | 2 x 2 | 4H |
| - Drafting a statement summary | 2 x 2 | 4H |
| - Relations with the magistrates | 2 x 2 | 4H |
| - The Director of Public Prosecution | 2 x 2 | 4H |
| - The Examining magistrate | 2 x 2 | 4H |
| - The grand jury | 2 x 2 | 4H |

| SUBJECTS COVERED: | NUMBER OF SESSIONS | HRS |
|---|--------------------|---------|
| - Relation between territorial and research units | 2 x 2 | 4H |
| - Role of the central file | 3 x 2 | 6H |
| - Use of information | 5 x 2 | 10H |
| - Composition and means of the platoon | 6 x 2 | 12H |
| - Platoon missions | 5 x 2 | 10H |
| - Criminal investigations police | | |
| General notions | 5 x 2 | 10H |
| - Administrative police | | |
| - Traffic police | 5 x 2 | 10H |
| - General service principles | 7 x 2 | 14H |
| - Technical police | 5 x 2 | 10H |
| - Military correspondence | 4 x 2 | 8H |
| | | |
| <u>Pedagogy</u> | | |
| - Basic pedagogical principles | 2 x 2 | 4H |
| - The instructor | 1 x 2 | 2H |
| - The instructor's file | 2 x 2 | 4H |
| - How to "informer" | 1 x 2 | 2H |
| - How to "demonstrate" | 1 x 2 | 2H |
| - Monitoring instruction | 1 x 2 | 2H |
| - Administration of Units (the Brigadier Commander, Company Commander, Group commander) | 2 x 2 | 4H |
| - Instruction session | 2 x 2 | 4H |
| | | 78hrs |
| Military Training | | |
| hrs | | |
| | OVERALL TOTAL | 286 HRS |

DETAILED PROGRAM OF PRACTICAL TRAINING: 108 HRS

| SUBJECT COVERED | SESSIONS | HOURS |
|---|---------------|---------|
| - Commanding a platoon in L.E. | 1x2 | 2H |
| - Conducting a criminal police inquiry in three cases of public disaster: | 3x2 | 6H |
| a) railway accident | 1x2 | 2H |
| b) airplane accident | 1x2 | 2H |
| c) natural catastrophes | 1x2 | 2H |
| - Concrete examples of the instructor's role | | |
| Role of the criminal investigation instructor | 7x2 | 14H |
| - Role of the L.E. instructor Gendarmerie School | 20x2 | 40H |
| - Practical sessions on capturing demonstrators | 3x2 | 6H |
| - Capturing barricades | 1x2 | 2H |
| - Round ups | 1x2 | 2H |
| - The offensive leap | 1x2 | 2H |
| - The charge | 1x2 | 2H |
| - Losing contact | 1x2 | 2H |
| - To disengage | 1x2 | 2H |
| - Arrests in law enforcement | 1x2 | 2H |
| - Close protection of personalities | 1x2 | 2H |
| Law enforcement in stadiums | 2x2 | 4H |
| - The movements and orders in L.E. | 2x2 | 4H |
| - Preliminary inquiry | 1x2 | 2H |
| - In flagrante delicto inquiry | 1x2 | 2H |
| - Rogatory commission inquiry | 1x2 | 2H |
| - Practical cases of transfer | 1x2 | 2H |
| | OVERALL TOTAL | 108 HRS |

PRACTICAL TRAINING PROGRAM: 78H

| Number | Discipline | Length of session | Total | Obs |
|--------|------------------------------|-------------------|--------|-----|
| 1 | Service in brigade | 19 | | |
| 2 | Law Enforcement | 20 | | |
| 3 | Traffic and road regulations | 20 | | |
| 4 | Target practice | 19 | | |
| | OVERALL TOTAL | | 78 HRS | |

LIST OF DISCIPLINES TO BE EXAMINED

I. Professional and legal training

1. Civics and morality instruction
2. Gendarmerie knowledge
3. Brigade Service
4. Law enforcement
5. Traffic and road regulations
6. Intelligence
7. Administrative police
8. Scientific police
9. Legal police
10. Target practice instruction
11. General criminal law
12. Special criminal law
13. Criminal procedure

II Military training

The program of military disciplines to be taught and on which the examination will be based is to be determined by the Rwandan party.

SUBJECTS TO BE EXAMINED

| | | |
|-----|---|--|
| | | |
| I | <u>Theoretical training</u> <ul style="list-style-type: none"> - Law enforcement regulation - Use of the Armed Forces for law enforcement - Intervention in a penitentiary environment - Reminder of the powers of a criminal investigation police officer during searches, detention, seizures, interviews, criminal investigations - Use of intelligence - The general principles of service - Administration of units - Basic teaching principles - The conception of the service - Personnel management and supervising | |
| II | <u>Practical training</u> <ul style="list-style-type: none"> - Conduct of a criminal investigation enquiry in three cases: <ul style="list-style-type: none"> - Public disasters - Airplane accidents - Natural catastrophes - The movements and orders in law enforcement - Role of the criminal investigation instructor: <ul style="list-style-type: none"> * Preliminary inquiry * In flagrante delicto inquiry * Security measures at target practice * Practical transfer case * Role of the law enforcement instructor * Law enforcement arrests | |
| III | <u>End of course exam.</u> | |

ATTACHMENT 4

I OFFICE MATERIALS AND SUPPLIES REQUIREMENTS

1) Office Materials

- Typewriters (2) one with long carriage
- Computers (2)
- Photocopiers (2) - one for management - one for photocopying instruction sheets
- Staplers (6) of which two are giant ones
- Hole punchers (2)

2) Office Supplies

- Paper reams 700
- 2 packets of 100 blue biros
- 1 packet of 100 red biros
- 1 packet of 100 black biros
- Erasers x 10
- Pencils x 10
- Glue sticks x 10
- Scotch tape x 10
- Paperclips - 20 packets
- Staples - 100 packets
- Pins - 10 packets
- File holders - 100
- Registers - 1
- Notebooks - 20
- Correction fluid x 10
- Exercise books - 20
- Rulers - 5
- Baskets - 3
- Brooms - 3

3) MATERIAL NEEDS FOR THE DEMONSTRATION HALL

- Police Officers Kits
- Finger-printing plate